Guy Foetz

La bombe à retardement

L'augmentation des inégalités sociales a été un facteur de la crise actuelle et préfigure de futures crises.

La crise économique actuelle a été déclenchée par l'éclatement d'une bulle spéculative en automne 2008. Celle-ci se lit comme la dernière en date d'un chapelet de bulles successives qui caractérisent le capitalisme depuis le milieu des années 1980.

Comment expliquer cette montée fulgurante du phénomène spéculatif ? Une des causes est certainement la déréglementation tous azimuts des marchés financiers. Mais il faut aussi des ressources importantes pour spéculer. D'où proviennent donc tous ces milliards qui alimentent la spéculation et comment réduire leur volume ?

Le capitalisme néolibéral a mis fin à trente années de keynésianisme basé sur la demande et au compromis social inhérent à l'économie sociale de marché.

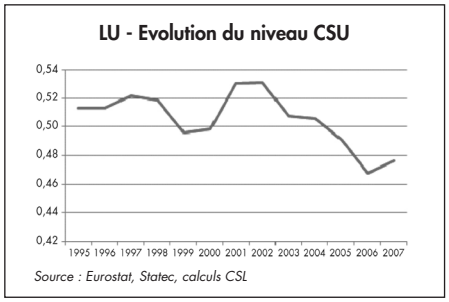
Depuis le début des années 1980, le rapport entre la masse salariale totale et la valeur ajoutée (= part salariale) a diminué significativement et en même temps les différences se sont accrues à l'intérieur de la masse salariale.

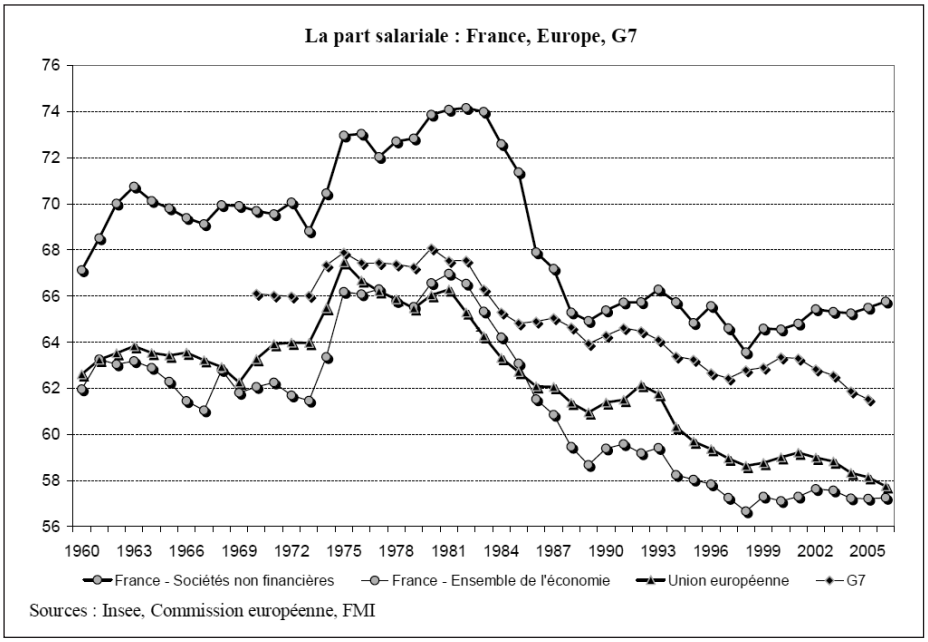
Le poids des salaires dans la répartition de la valeur ajoutée se mesure notamment par le coût salarial unitaire (CSU). Il s'agit du rapport entre les coûts salariaux, charges patronales prises et le PIB. Dans son *Econews* 6/2009 du 5 novembre 2009, la Chambre des salariés (CSL) publie les résultats suivants pour la période 2003-2008 :

Evolution du CSU au Luxembourg

2003	-4,4 %
2004	-0,6 %
2005	-2,4 %
2006	-5,0 %
2007	-1,4 %
2008	-1,7 %

Ces chiffres, qui constituent aussi un indicateur de compétitivité, montrent que dans la course aux profits, les salariés du Luxembourg se font plumer tout autant que ceux des autres pays et que les fruits de l'accroissement de la productivité reviennent d'abord aux détenteurs du capital (cf. : graphique ci-dessous).





Guy Foetz est professeur en sciences économiques et sociales au Lycée technique de Dudelange. Il est vice-président du SEW-OGBL.

Notons par ailleurs qu'au Luxembourg la part salariale est particulièrement basse ; une explication de ce phénomène pourrait résider dans le poids de la place financière et de ses revenus destinés au capitalisme mondialisé.

La stratégie néolibérale déclenchée à partir des années 1980 (*Thatcherism* et *Reaganomics*), visant à faire augmenter à nouveau le taux de profit a donc manifestement été couronnée de succès : celui-ci dépasse aujourd'hui même le niveau de la fin des années 1960.

Une demande insuffisante qui engendre la spéculation

En revanche, la baisse relative des salaires dans le PIB, source principale de revenus pour la grande majorité de la population, a placé la bourgeoisie devant un problème majeur : que faire du surcroît de profit ? L'investir dans la construction de nouvelles usines ou de nouveaux commerces et services va souvent à l'encontre de la demande déficiente pour les biens et services de consommation, produits en quantités croissantes avec la productivité montante !

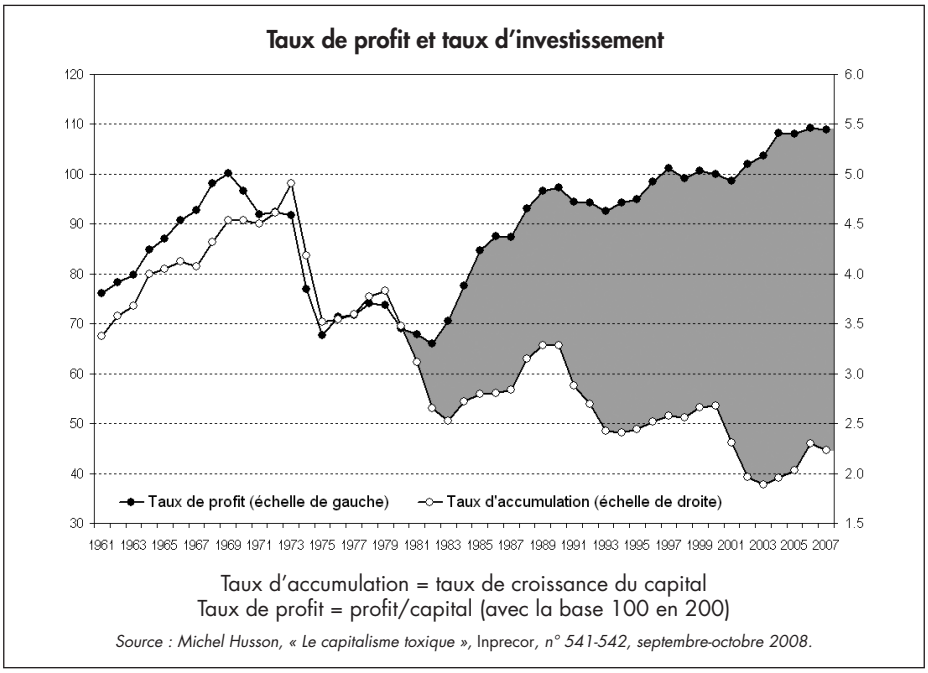
En résultent alors un manque d'investissements réels et, par conséquent, le placement de sommes colossales dans des actifs financiers de type spéculatif. Nous voici à la source majeure du processus de financiarisation de l'économie, que l'économiste Michel Husson met en évidence en confrontant sur un même graphique (cf. graphique ci-dessus) l'évolution du taux d'investissement – en chute libre – et du taux de profit – en forte croissance.

Dans ce processus contradictoire, plusieurs phénomènes s'imbriquent :

- les capitaux financiers, la plupart du temps regroupés en fonds d'investissements, font massivement pression sur l'économie réelle – c'est-à-dire sur les salariés dans les entreprises de production – afin de satisfaire des demandes de rentabilité démesurées de l'ordre de 15 à 30 % pour les titres ;

- les banques changent de profil et amplifient leurs activités boursières au détriment de leur rôle d'approvisionner les entreprises en crédits ;

- les entreprises développent leur propre activité financière et recherchent des capitaux en bourse, ce qui les fait maintes fois tomber sous la dépendance de financiers recherchant surtout le profit à court terme.



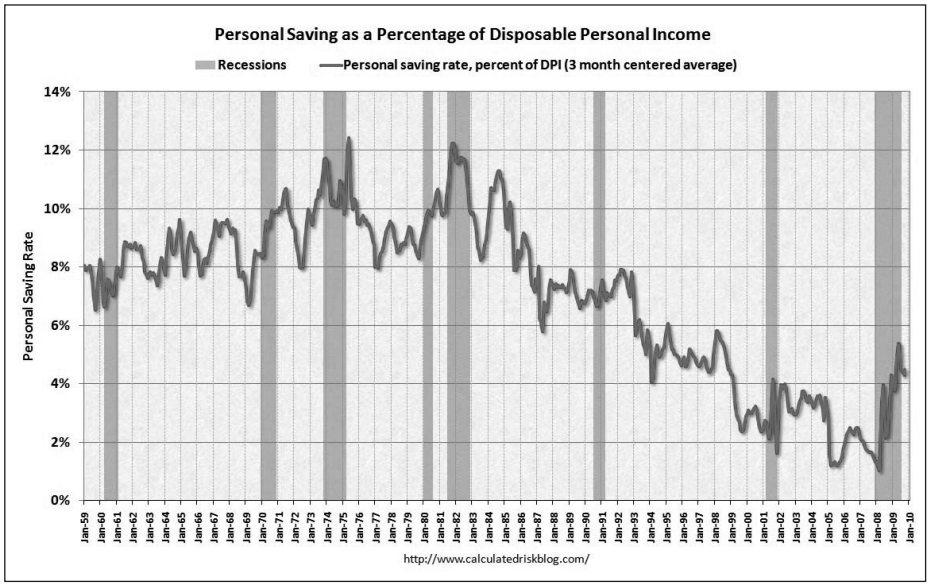
Source : Michel Husson, « Le capitalisme toxique », Inprecor, *n° 541-542, septembre-octobre 2008.*

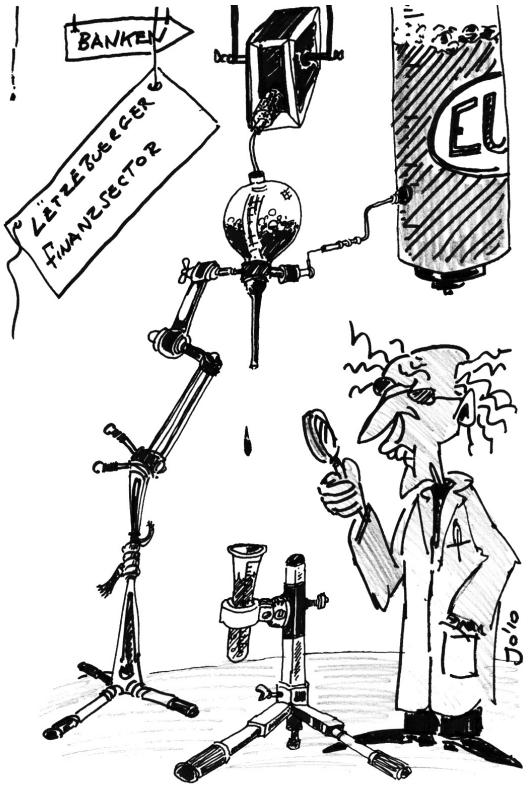
Les années 1995 à 2005 constituent la décennie de gloire du capitalisme anglo-saxon, orienté vers le financement boursier et la spéculation, et champion des inégalités de revenus et du manque d'intervention publique au niveau social. Devant l'insuffisance des revenus salariaux, la consommation à crédit, soutenue par des banques peu regardantes sur la situation des emprunteurs, monte en flèche et le taux d'épargne des ménages américains tend vers zéro (cf.: graphique ci-dessous).

C'est l'heure des *subprimes*, crédits accordés sans véritable chance de remboursement et recyclés illico via la technique de la titrisation dans des produits financiers vendus à travers le monde entier.

Alléchées par l'argent apparemment facile à court terme et prises dans leurs engagements en direction du marché financier américain, les banques européennes, d'ordinaire plus regardantes en matière de crédit, ont acheté sans broncher ces produits opaques basées sur des créances douteuses, ce qui les expose dès 2008 aux conséquences néfastes qu'on connaît.

En automne de la même année, la faillite Lehman Brothers fait souffler un vent de panique sur le casino boursier. L'écroulement du système financier mondial n'est évité de justesse qu'en y pompant massivement l'argent des pouvoirs publics, honnis auparavant par les néolibéraux en folie. Suivant l'OCDE, 11 400





D'LËTZEBUERGER BANKEMODELL VERSPRËCHT HOMEOPATHESCH DOSEN....

milliards de dollars ont été mobilisés aux frais du contribuable pour le sauvetage du système financier mondial.

La montée du taux de profit et la diminution des investissements réels, faute d'une demande solvable suffisante pour acheter les biens et services produits, nourrit la finance et engendre une masse énorme de liquidités qui s'aventurent librement sur les bourses globalisées. Les détenteurs de ces liquidités recherchent le profit à court terme en spéculant sur les monnaies, les titres de crédit ou de propriété, les produits dérivés de ces différents actifs et sur toutes sortes de produits financiers plus ou moins opques. Ce qui les intéresse, c'est réaliser des plus-values importantes – et quitter ensuite le terrain.

Ajoutons que nombre de projets viables ne sont pas entrepris faute de rentabilité suffisante en comparaison avec les taux prohibitifs demandés par les marchés financiers.

Quant aux investissements publics, nécessaires tant du point de vue social qu'écologique, ils ne peuvent très souvent être réalisés faute de moyens.

Une nouvelle bulle déjà en train de naître !

Les fauteurs de troubles boursiers et financiers sont déjà revenus à la charge. A vrai dire, rien n'empêche actuellement les Goldman Sachs et consorts de continuer comme avant.

Voici qu'ils sont en train de s'attaquer à l'euro. Suivant la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 26 février 2010, Jim Rogers, un des plus grands gestionnaires de fonds alternatifs *(hedge funds)* a invité pour le 19 mars 2010 à un séminaire pour « tirer profit de la situation actuelle » et spéculer contre l'euro. Il s'agit d'encaisser des profits supplémentaires tout en faisant payer la note aux citoyens ordinaires.

Mais la perversité ne s'arrête pas là : pour les dirigeants politiques européens, la menace spéculative contre l'euro est devenue un argument de poids pour pousser le gouvernement grec à réduire le déficit budgétaire. Et voilà qu'un journaliste du *Tageblatt* ne se gêne pas d'écrire : « *Heute wendet sich die Spekulation gegen den Euro. Das ergibt aus Sicht der Spekulanten Sinn. (...) Die Sanierung der Haushalte stärkt den Euro und bringt die Spekulation zum Straucheln. (...) Das hängt aber davon ab, ob die Regierungen in Europa, besonders in Griechenland, in Italien, in Spanien und in Irland, ihre Hausaufgaben machen. Starke Haushaltspolitik hilft, nicht starke Worte* » (2 mars 2010). La politique budgétaire européenne menée depuis 15 ans dans le cadre du pacte de stabilité de 1997 n'aurait-elle pas été suffisamment restrictive ? S'agirait-il de serrer davantage encore les vis de la politique antisociale ?

Il devient clair que la Grèce constituera un véritable laboratoire pour tester la résistance de la population contre la poursuite des préceptes néolibéraux.

Que faire ?

Réglementer à nouveau les activités bancaires et financières est chose nécessaire, mais non suffisante.

Il faut en plus et surtout réduire la masse de capitaux « libres » qui constituent un facteur d'instabilité énorme et qui pervertissent le fonctionnement de l'économie et de la société. Ces capitaux doivent leur augmentation fulgurante à la dynamique inégalitaire déclenchée par la politique du tout marché, de la déréglementation, de la destruction des structures solidaires (dont les syndicats), de la privatisation des services publics et de la réduction du rôle redistributif de l'Etat. La montée des emplois précaires et du chômage, la paupérisation des couches inférieures et moyennes de la société et la dégradation des services publics sont autant de tares qui enlèvent progressivement tout légitimité au capitalisme actuel en tant que modèle économique et social.

Trente ans après Thatcher et Reagan, la régression sociale est devenue à la fois facteur de compétitivité et facteur de crise : pour sortir de ce cercle vicieux, il est inévitable de garantir une répartition plus égalitaire des richesses produites. Celle-ci passe sans doute par une nouvelle réglementation économique, sociale et écologique, par le retour de l'Etat redistributeur et fournisseur de services publics de qualité et par le renforcement des syndicats. Un des leviers de cette politique est la réduction du temps de travail légal. Vu les progrès de la productivité, c'est logiquement le seul moyen pour faire disparaître le chômage de masse et remettre les syndicats en position de force susceptible d'augmenter à nouveau la part des salariés dans la valeur ajoutée. ◆